

## Argentine: répression syndicale à Wal Mart et résistance

02-07-2007

Wal Mart, l'entreprise qui déteste les syndicats, a déjà été dénoncée par Human Rights Watch pour sa dureté face à toute velléité d'organisation des travailleurs. Dans chaque pays où elle est présente la multinationale étasunienne applique des manuels antisyndicaux, avec des "outils" qui la "sauvegardent" des syndicats. En Argentine, elle n'a connu qu'une seule grève qui s'est soldée par des licenciements et a agit fortement contre ses "associés" : elle ne les laisse même pas utiliser le mot "employé".

L'entreprise de supermarchés Wal Mart a été dénoncée aux États-Unis par l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch pour maintenir ses magasins libres de syndicats. A Avellaneda (banlieue sud de Bs As), la compagnie américaine livre une bataille corps à corps avec une commission syndicale récemment élue qui a réussi à rompre le cercle du silence que le géant essaie d'imposer à ses employés et a prononcé pour la première fois des mots interdits jusqu'alors : revendications de meilleures conditions de travail et salariales. A partir de ce moment s'est enclenché "une forte persécution, qui est allée jusqu'au licenciement de travailleurs en raison de leur participation syndicales", ont dénoncé deux délégués de la succursale Avellaneda à Página/12. L'un d'eux a été renvoyé deux fois. La constante politique antisyndicale n'aurait pas seulement cours en territoire nord-américain, bien que Wal Mart Argentine le nie catégoriquement. Une étude du Centre d'Etudes d'Investigations du Travail du Conicet révèle l'éventail de dispositifs que développe l'entreprise pour affaiblir toute tentative d'organisation syndicale. Comme le montre le cas de la succursale de Buenos Aires de Wal Mart, située depuis 11 ans dans le quartier de Villa Pueyrredón, où devant la surprenante (sic) passivité du syndicat du commerce leadéré par Armando Cavalieri (CGT), il n'existe aucun corps de délégués qui représente ses trois cents employés. "La culture antisyndicale de Wal Mart se voit favorisée et renforcée par l'engagement au niveau de son service de ressources humaines d'une main-d'oeuvre en provenance des forces armées, avec toute la charge néfaste que cela implique pour la mémoire des militants syndicaux, en tenant en compte de l'histoire récente de l'Argentine", a signalé la sociologue Paula Abal Medina, enseignante de la UBA, boursière du Conicet et auteure de l'étude sur la chaîne de supermarchés. Election et escrache Mesa de escrache Popular (collectif qui organise des "escraches"-dénonciations publiques au départ contre des militaires de la dernière dictature) et l'Assemblée Populaire de Villa Pueyrredón sont en train d'organiser un escrache de la succursale de Wal Mart située dans ce quartier de Buenos Aires, la seule existante dans la capitale, pour dénoncer au habitants le fait que l'entreprise "asservit les droits du travail de ses employés". Ce magasin, qui est dans le territoire du syndicat du commerce de Armando Cavalieri, n'a jamais eu de représentation syndicale. Récemment le 12 juillet, après 11 ans d'existence, les travailleurs voteront pour la première fois pour élire une commission interne. "Il y a toujours eu des licenciements de gens qui se mobilisaient syndicalement. Tous les gens qui ont voulu s'organiser ont été jetés. Le syndicat ne nous a jamais prêté attention. Chaque fois que nous allions leur réclamer que nous voulions nous organiser, il ne se passait rien", a raconté à Página/12 Luis Benitez, pâtissier qui travaille dans ce magasin quasiment depuis son ouverture et qui est un des cinq candidats à se présenter à l'élection de délégués. Il y a un mois, ils ont annoncé au syndicat qu'ils se présenteront. "Cela fait longtemps que nous nous battons en silence, essayant de mettre sur pied une représentation syndicale", a-t-il expliqué. Pour soutenir la lutte des travailleurs de Wal Mart, la Mesa de escrache Popular et l'Assemblée Populaire de Villa Pueyrredón commenceront aujourd'hui à répartir entre les habitants du quartier et les clients de l'hyper une lettre où sont révélées les "pratiques antisyndicales" de la compagnie. Est aussi signalé le fait que l'autorité maximale en matière de sécurité est Alfredo Oscar Saint Jean, militaire qui a prit part au "génocide de l'armée argentine durant la dictature à Bahia Blanca, Tandil, Azul et à Tucuman sous les ordres de Antoine Domingo Bussi". Pagina/12, 27 mai 2007 et 30 juin 2007. Traduction : <http://amerikenlutte.free.fr> Wal mart adore pagina/12! WAL MART BAJO LA LUPALa une de Pagina/12 hier était "Wal Mart sous la loupe" : l'entreprise transnationale a été citée par le Congrès pour qu'elle explique sa politique antisyndicale. Et juste hier, dans les environs de la succursale de Villa Puerreydon, où de plus la chaîne de supermarchés a ses bureaux centraux, les habitants se sont retrouvés sans Página/12. Wal Mart a ordonné d'acheter aux kiosques tous les exemplaires du journal.